

ÉLECTIONS À OTTAWA — PORTRAIT DU QUARTIER ORLÉANS

La nouvelle vocation d'Orléans

Avec le secteur d'Orléans représenté par Bob Monette, *LeDroit* amorce aujourd'hui la publication d'une série de portraits de quartiers électoraux de la Ville d'Ottawa, en vue du scrutin municipal du 25 octobre prochain.



FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

Le visage d'Orléans a changé depuis quatre ans et il doit continuer à changer, martèle le conseiller du quartier, Bob Monette. L'élu municipal dit que pour la première fois depuis longtemps, son quartier a connu une croissance autre que résidentielle et commerciale.

M. Monette a mis le développement économique d'Orléans sur la première ligne de son programme électoral, *ex aequo* avec le transport en commun. Des promesses

qu'on retrouve aussi dans la bouche d'au moins deux de ses trois adversaires politiques.

«Notre communauté a grandi comme jamais. Il faut continuer dans cette direction. Depuis quatre ans, nous avons vu la construction du Centre des arts Shenkman, l'agrandissement du YMCA d'Orléans et la construction du premier hôtel en 30 ans dans l'est d'Ottawa», a indiqué M. Monette au *Droit*.

Ce dernier parle de l'arrivée d'un bureau satellite de Passeport Canada dans l'ancien édifice municipal de Cumberland, l'an prochain, comme d'un signe que son quartier commence à se diversifier. Les élus d'Orléans demandent depuis longtemps au fédéral de déménager certains emplois du centre-ville vers l'est de la ville. C'est au chapitre du transport en



Bob Monette

PATRICK WOODBURY, Archives LeDroit

commun que M. Monette ressent le plus d'opposition. L'élu sortant appuie le projet de train léger qui doit être étendu à sa communauté d'ici 2031.

Pour son adversaire Fred Sherwin, les 2,1 milliards\$ que coûtera ce projet ne sont pas investis à la bonne place. «Ma préoccupation est que le tunnel au centre-ville risque de coûter beaucoup plus cher que prévu et que nous allons manquer d'argent, dans 10 ou 15 ans, pour terminer le projet au-delà du chemin Blair», a-t-il déclaré.

M. Sherwin aimerait mieux éliminer le tunnel des plans et étendre plus rapidement le train léger

jusqu'au chemin Trim, à l'extrémité est de son quartier.

Éditeur du magazine *Web OrleanOnline.ca* depuis une dizaine d'années, M. Sherwin dit suivre des cours de français intensifs en vue des élections du 25 octobre prochain. Il reconnaît que l'élu d'un quartier à 29% francophone comme Orléans doit être bilingue.

Ce n'est toutefois pas le cas de Jennifer Robitaille, dont le site Internet est unilingue anglophone. Militaire à la retraite et gestionnaire ayant travaillé pendant deux ans pour le comté de Lanark, la candidate dit promouvoir le leadership et une saine gestion des finances municipales. «Ma plus

grande préoccupation est l'incapacité du conseil municipal à prendre des décisions et aller de l'avant», dit-elle sur son site Web. Une quatrième candidate, Renee Greenberg, s'est ajoutée à la dernière minute.

Bilingue, M. Monette a siégé au conseil de l'ancien canton de Cumberland de 1985 à 1991. Il a été élu au conseil municipal d'Ottawa lors d'une élection partielle en janvier 2006, à la suite de la démission d'Herb Kreling. Il a été reconduit dans ses fonctions quelques mois plus tard avec 70% des voix.

S'il est réélu, Bob Monette a annoncé qu'il s'agirait pour lui d'un dernier mandat.

» EN BREF

L'AMTI INTERPELLE LES CANDIDATS

L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance (AMTI) demande aux candidats aux élections municipales d'agir maintenant pour empêcher les coûts pour les abris d'urgence financés par la Ville d'Ottawa de doubler au cours des 10 prochaines années. «Si on n'agit pas maintenant pour créer de nouvelles unités de logement pour les gens à faible revenu, le coût à payer par la Ville pour les abris d'urgence doublera d'ici 2020», a déclaré la présidente Marion Wright. Hier, l'AMTI a envoyé un questionnaire à tous les 130 candidats pour mesurer leur engagement à construire de nouveaux logements abordables. Le groupe en demande 1000 par année.

LeDroit

Entre la conseillère sortante Christine Leadman et Katherine Hobbs

Duel à prévoir dans le quartier Kitchissippi

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
fpdufault@ledroit.com

Les électeurs de Kitchissippi auront droit à une lutte à trois pour la représentation de leur quartier à l'hôtel de ville d'Ottawa. Mais dans les faits, il faut plutôt s'attendre à un duel entre la conseillère sortante Christine Leadman et sa rivale Katherine Hobbs.

M^{me} Leadman sollicite un deuxième mandat. Elle a fait son entrée au conseil municipal

aux élections de 2006, avec 41% des suffrages.

On lui doit notamment la revitalisation du village de Westboro et le plan d'aménagement communautaire du chemin Richmond.

M^{me} Hobbs, pour sa part, est une ancienne gestionnaire chez Bell Canada et à la Banque Scotia.

La diplômée en administration et en marketing dit vouloir «donner une voix» aux résidents de son quartier à l'hôtel de ville.

Les deux candidates sont bien enracinées dans le quartier. Un troisième candidat, Daniel Stringer, avait récolté moins de 10% des voix aux élections de 2003. Il a abandonné la course dans les mois qui ont précédé le scrutin de 2006.

Kitchissippi compte environ 37 000 résidents dont 15,6% sont francophones. Le quartier qui s'étend le long de la rivière des Outaouais, de Mechanicville jusqu'à l'avenue Sherbourne, est caractérisé par de grandes inégalités sociales.



PATRICK WOODBURY, Archives LeDroit

Christine Leadman

LEDROIT, LE MARDI 14 SEPTEMBRE 2010

Sur le web
ledroit.cyberpresse.ca

QUESTION DU JOUR
Les gouvernements devraient-ils financer des infrastructures sportives comme un Colisée à Québec, un aréna à Gatineau ou un stade de football à Ottawa?
Oui 23% Non 72% 2595 votes

ÉLECTIONS MUNICIPALES
Suivez les élections municipales à Ottawa et dans l'Est ontarien dans nos deux dossiers.

SOMMAIRE		NOUS JOINDRE		MÉTÉO	
Actualités 19	Horoscope 12	Rédaction nouvelles@ledroit.com 613-562-0333	Publicité (annonces commerciales) 613-562-7747	Nuageux avec percées de soleil. 40% de probabilité d'averses.	
Arts 29	Loteries 8	Abonnements et livraison du journal tirage@ledroit.com 613-562-0555	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 16 h 30	Météo en détails > 42	
Débatte 12	Nécrologie 38	www.cyberpresse.ca/abonnement 1 800-267-6961	Petites annonces necrologie@ledroit.com 613-562-0222	Max. 16 Min. 6	
Économie 23	Petites annonces 32	Lundi au vendredi: 6 h — 16h30	1 800-267-9555	merci de recycler ce journal	
Editorial 16	Sports 39	Samedi: 7 h — 12 h	Lundi au vendredi: 8 h — 19 h		
Forum 17	Statistiques 42		Samedi: 8 h — 12 h		

Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est sis au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Qualimax, propriété de Transcontinental.



Débat municipal

O'Brien et Watson monopolisent le débat

GUILLAUME ST-PIERRE
gstpierre@ledroit.com

Larry O'Brien et Jim Watson ont eu une première occasion de croiser le fer. Les deux meneurs dans les sondages ainsi qu'une poignée de candidats marginaux dans la course à la mairie d'Ottawa se sont prêtés au jeu du débat public, hier soir.

MM. O'Brien et Watson ont rapidement volé la vedette, s'accusant mutuellement de vouloir plonger la Ville dans le rouge.

M. O'Brien a d'entrée de jeu rappelé que son principal adversaire, alors qu'il était ministre des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario au sein du gouvernement McGuinty, a consenti à un déficit de 20 milliards \$ en 2004.

«Ils (le gouvernement McGuinty) avaient promis de ne pas augmenter les impôts en 2003. M. Watson était à ce moment membre du cabinet, a affirmé le maire sortant. Il n'a rien fait pour éviter la dette. Je crois que nous devons être très prudents avec M. Watson.»

Neuf candidats et environ 300 personnes entassées dans la salle



Jim Watson répond à une question de Larry O'Brien, sous les yeux du candidat Clive Doucet.

du conseil municipal de la rue Laurier ont répondu à l'invitation du Groupe de revendication des contribuables d'Ottawa.

M. Watson est revenu à la charge, rappelant que les citoyens de la capitale ont vu leurs impôts

fonciers augmenter de plus ou moins 4% en 3 ans depuis l'élection du maire actuel.

Les questions des organisateurs concernaient surtout le contrôle des dépenses à l'hôtel de ville.

Le débat avait pour thème: «Pas

de nouvel argent».

L'exercice obligeait donc les candidats à s'engager à réduire les services existants ou couper dans les coûts administratifs, si une nouvelle idée de projet était proposée. De cette façon, aucune

somme non prévue au budget ne serait dépensée en cours de mandat.

C'était l'occasion parfaite pour le maire sortant de réitérer son «zéro veut dire zéro», promettant de geler les impôts fonciers pour les quatre prochaines années.

Impossible, selon Jim Watson, qui prévoit que M. O'Brien devra trouver 60 millions \$ de plus dans les coffres de la Ville pour boucler son budget.

M. Watson se montre un peu plus prudent, indiquant qu'une augmentation de 2,5% par année des impôts des contribuables serait raisonnable, mais ajoute qu'il souscrit au concept de «Pas de nouvel argent».

Les deux principaux candidats n'ont cependant pas indiqué quels services ils seraient prêts à éliminer au profit d'un nouveau projet.

De l'avis du porte-parole du Groupe de revendication des contribuables d'Ottawa, Ade Olumide, les deux principaux candidats ont passé le test. «Je suis satisfait, indique-t-il. Tant M. Watson que M. O'Brien ont convenu à notre idée de 'Pas de nouvel argent'».

EN BREF

DES TRADUCTIONS DOUTEUSES SUR LE SITE WEB DU MAIRE O'BRIEN

Il semble manquer quelques boulons à la version française de la page d'accueil du site Internet de la campagne de Larry O'Brien à la mairie d'Ottawa. Celui de son adversaire Clive Doucet, lui, est unilingue anglais.

Le site de M. O'Brien, www.larryobrien.net, a été traduit juste à temps pour le lancement de la campagne électorale, la semaine dernière. Mais l'équipe du maire sortant a visiblement utilisé un logiciel de traduction pour sa version française, a constaté LeDroit. Le message d'accueil du maire d'Ottawa passe en revue les grandes réalisations de son premier mandat. On peut notamment y lire qu'il a «combattu la léthargie de la politique comme d'habitude et remis à des projets qui ont été discutés, débattus et ignorés pour autant que 20 ans».

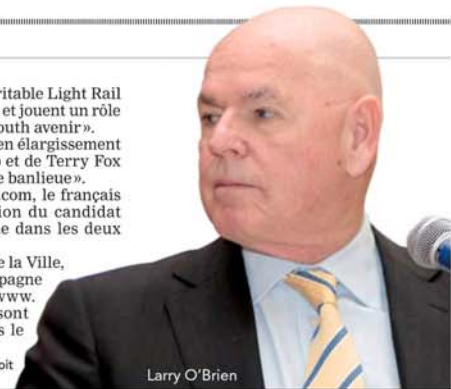
Le camp O'Brien parle également d'«une véritable Light Rail Transit plan qui décongestionnera centre-ville et jouera un rôle structurant pour les liens east-west/north-south avenir».

Au chapitre des routes, il est question du «bien élargissement nécessaire du chemin Limebank, Hunt Club et de Terry Fox extensions pour faciliter les déplacements de banlieue».

Sur la page de M. Doucet, www.clivedoucet.com, le français est complètement absent. La documentation du candidat d'origine acadienne est toutefois disponible dans les deux langues.

Parmi les principaux candidats à la mairie de la Ville, seul le candidat Jim Watson mène une campagne entièrement bilingue. Son site Internet, www.jimwatson.ca, et toute sa documentation sont disponibles en français et en anglais depuis le premier jour de sa campagne.

François Pierre Dufault, LeDroit



Larry O'Brien



Le jeu pathologique : ça se soigne

CE SOIR 19 h

LE CODE CHASTENAY

AVEC PIERRE CHASTENAY

IL EXISTE DE NOUVELLES MÉTHODES POUR TRAITER CETTE MALADIE.
AUSSI : DE NOUVELLES HYPOTHÈSES INTÉRESSANTES SUR L'AUTISME



Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

LEDROIT, LE MARDI 14 SEPTEMBRE 2010

14 septembre 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

D'autres retards à prévoir sur les circuits d'OC Transpo

OC Transpo s'attend à des retards aux heures de pointe, encore aujourd'hui, le temps de régler un problème de moteur qui occasionne un risque d'incendie sur 140 autobus de sa flotte.

La société de transport en commun de la Ville d'Ottawa dit vouloir jouer de prudence après avoir identifié, vendredi dernier, un trouble dans le système de refroidissement hydraulique du moteur de certains autobus de type Orion VI.

« Avec ce risque d'incendie, la direction d'OC Transpo estime qu'il vaut mieux être prudent et garder les autobus au rancart jusqu'à ce que le problème soit réglé », indique le directeur général Alain Mercier dans une note de service, dont LeDroit a obtenu copie.

M. Mercier dit que des délais d'approvisionnement ont retardé le travail des mécaniciens, qui travaillent jour et nuit dans les garages d'OC Transpo pour remplacer la pièce défectueuse.

« Malheureusement, en raison du très court laps de temps dont nous disposons pour compléter les réparations, nous connaissons une pénurie d'autobus lundi (hier) et possiblement mardi (aujourd'hui) », a-t-il averti.

Les autobus Orion VI, achetés en 1999, représentent environ 15% de la flotte de la société de transport en commun. Ils ne représentent cependant que 4% des véhicules utilisés lors de l'heure de pointe du matin.



Les circuits express, ruraux et scolaires ne sont pas touchés par la pénurie.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

14 septembre 2010 | Le Droit | KEITHKEITHLESLIE LESLIE LaLaPressePresseCanadienne Canadienne
TORONTO —

Les attaques reprennent à Queen's Park

Libéraux, conservateurs et néo-démocrates ne perdent pas de temps dès l'ouverture

Les querelles partisans ont repris aussitôt que les parlementaires ont repris leurs travaux à l'Assemblée législative de l'Ontario, hier, le premier ministre libéral Dalton McGuinty accusant l'opposition conservatrice d'avoir des objectifs cachés.



PATRICK WOODBURY, Archives LeDroit

Les conservateurs et les néo-démocrates sont passés à l'attaque dès la première période de questions, hier, accusant les libéraux de Dalton McGuinty d'avoir propulsé le coût de la vie des Ontariens à la hausse cet été.

Les conservateurs et les néodémocrates sont passés à l'attaque dès la première période de questions, accusant les libéraux d'avoir propulsé le coût de la vie des Ontariens à la hausse avec des politiques énergétiques qui ont fait gonfler les factures d'électricité et une taxe de vente harmonisée (TVH) qui a fait bondir de 8 % les factures d'essence et de chauffage résidentiel.

M. McGuinty, qui s'était bien gardé de répliquer à ce genre de critiques jusqu'à hier, a rappelé aux électeurs que le précédent gouvernement conservateur de Mike Harris était responsable de certaines fermetures d'hôpitaux et du renvoi d'infirmières — et que l'actuel chef conservateur, Tim Hudak, était alors membre du cabinet Harris.

« Quand cet homme se lève pour parler du système de santé, les familles ontariennes doivent surtout se demander quels sont ses objectifs cachés en ce qui concerne le système de santé », a lancé le premier ministre devant l'Assemblée législative.

« Qu'arriverait-il aux hôpitaux, aux infirmières et aux médecins (sous un règne conservateur) ? » Selon des sondages réalisés récemment, les électeurs craignent toutefois que ce soit Dalton

McGuinty, et non Tim Hudak, qui ait des objectifs secrets, ce qui expliquerait la charge que le premier ministre a réservée au chef conservateur hier, à un peu plus d'un an des prochaines élections générales.

À l'issue de la séance, le premier ministre ontarien a affirmé qu'il souhaitait que les électeurs constatent clairement la différence entre ses libéraux et les conservateurs de Tim Hudak. « Ils pensent que les familles de l'Ontario sont exclusivement préoccupées par les salaires, les revenus et les dépenses.

« Il est vrai que ce sont de véritables enjeux pour les familles ontariennes, a reconnu le premier ministre. (Mais) nous sommes aussi préoccupés par la qualité des systèmes de santé et d'éducation. »

Intervention du président

Par ailleurs, Dalton McGuinty ne s'est pas contenté de vilipender les conservateurs. Il a également critiqué la chef néo-démocrate après que celle-ci l'eut accusé d'avoir contribué à la hausse du coût de la vie des familles de la province pour ensuite faire fi de leurs inquiétudes.

Le président de l'Assemblée législative, Steve Peters, a dû intervenir et exiger une rétractation de la part de M. McGuinty après que ce dernier eut accusé Andrea Horwath d'être malhonnête dans ses attaques à l'endroit des politiques libérales.

Les chefs des deux partis d'opposition n'ont pas été surpris de constater que leur adversaire était en mode défensif.

« S'il y a une personne qui essaie de cacher des choses au public, c'est bien Dalton McGuinty, qui a modifié la législation en prévision du G-20 et qui a tenté de dissimuler le cafouillage de sa taxe écologique derrière la TVH », a plaidé Tim Hudak après cette journée houleuse.

Le chef conservateur a par ailleurs déclaré qu'il était « triste » de constater que le gouvernement agissait d'une façon « de plus en plus sournoise ».

Andrea Horwath a avancé, elle, que le premier ministre avait pu être piqué au vif par certaines des déclarations de députés néodémocrates.

« Au final, il doit assumer les décisions qu'il a prises au cours de l'été et il doit maintenant faire face au sentiment de désarroi qui habite des habitants de la province », a-t-elle soutenu.

Les prochaines élections provinciales en Ontario doivent avoir lieu le 6 octobre 2011.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Mise à jour: 13/09/2010 07:27

Éducation

Sans bureaucratie, l'école publique performe

Sébastien Ménard
Journal de Montréal

CALGARY - Treize écoles «autonomes» ouvertes depuis quelques années en Alberta sont en train de prouver que le réseau d'éducation pourrait se passer des commissions scolaires. Depuis qu'elles se sont «débarrassées» de ce que leurs directeurs appellent la «grosse bureaucratie», ces institutions sont plus performantes que jamais.

Alors qu'au Québec on discutera encore du «rôle» des commissions scolaires lors d'un «forum» qui doit avoir lieu cet automne, ces treize «écoles à charte» n'ont plus à se soucier de ce débat.

Financées à 100 % par les contribuables albertains, ces institutions sont gérées comme des écoles privées.



© Agence QMI

Elles reçoivent une subvention annuelle d'environ 6 000 \$ par élève, la même qui est versée pour les enfants fréquentant les écoles publiques dites «traditionnelles.» Mais, dans ces établissements, pas un sou ne va dans les commissions scolaires, une structure dont l'administration a coûté 575 M\$ aux Québécois, l'an dernier.

Ces institutions publiques albertaines sont financées directement par le ministère de l'Éducation, un modèle qui fait rêver les directeurs d'école du Québec.

Le même dollar mieux dépensé

Les parents qui inscrivent leurs enfants dans ces établissements «en ont davantage pour leur argent» que s'ils les envoyaient dans une école publique régulière, croit Dale Erickson, de la Calgary Arts Academy, une école autonome axée sur les arts. «Les sommes que nous dépensons vont directement dans les services aux élèves. Il n'y a pas d'intermédiaire», fait-il valoir.

John Picard, un ex-directeur du Québec qui dirige une autre de ces écoles à charte, abonde dans le même sens. «Si tu as plus de budget et de ressources dans une école plutôt que dans un bureau du centre-ville, tu en as plus pour ton argent», lance-t-il.

Ces 13 écoles publiques, qui ne sélectionnent généralement pas leur clientèle, sont gérées par les directeurs d'école avec un conseil d'administration composé la plupart du temps de bénévoles.

Elles ne sont pas gouvernées par des commissaires scolaires - souvent élus par acclamation et par une minorité de la population - comme ceux du Québec.

Les directeurs de ces écoles autonomes embauchent et sélectionnent eux-mêmes chacun de leurs employés, du prof au concierge, en passant par le chauffeur d'autobus et la secrétaire. Ce sont eux qui déterminent les priorités de leur école et les services dont leurs élèves ont besoin.

Résultats spectaculaires

Ce sont eux aussi qui, avec leur équipe, s'assurent du déneigement de la cour d'école ou de la tonte du gazon, notamment. Et contrairement à ce que soutiennent les commissions scolaires lorsque leur pertinence est remise en question, ces tâches logistiques ne sont «pas compliquées du tout», affirme John Picard.

Les résultats des élèves inscrits dans ces écoles autonomes sont tout simplement spectaculaires. Selon les plus récentes données disponibles, 91 % d'entre eux réussissent les examens du Ministère.

C'est 15 points au-dessus de la moyenne des autres écoles, un écart qui croît un peu plus chaque année.

Changement menaçant

Malgré cette performance, le nombre de ces établissements autonomes plafonne.

Le gouvernement albertain n'a prévu en autoriser que quinze, jusqu'à nouvel ordre.

«Nous avons prouvé [que les écoles publiques pourraient exister sans commission scolaire], estime Dale Erickson. Mais s'il fallait que ça arrive, toute la bureaucratie deviendrait hystérique.»

«Le changement est menaçant pour bien des gens», ajoute John Picard.

Copyright © 1995-2008 Canoë inc. Tous droits réservés

Mise à jour: 14/09/2010 06:06
Éducation



Nos commissions scolaires en furie

Sébastien Ménard
Le Journal de Montréal

Les commissions scolaires du Québec ne digèrent pas du tout que le modèle des écoles publiques autonomes de l'Alberta relance le débat sur leur pertinence.

La présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Josée Bouchard, était en furie, hier, après avoir pris connaissance du reportage du *Journal* sur les écoles à charte albertaines, un réseau de 13 établissements autonomes financés à 100 % par les contribuables. Ces écoles performant davantage que les autres institutions du réseau public. Pas moins de 91 % de leurs élèves réussissent les examens du Ministère, soit 15 points au-dessus de la moyenne.

Hier, les directeurs d'école du Québec ont affirmé que ces institutions sans commission scolaire constituent «une école de rêve», ce qui a fait bondir Josée Bouchard.

Elle s'en est prise à la porte-parole des directeurs d'école, Chantal Longpré, en l'accusant de «faire de la politique.»

«Je l'invite à mettre sa face sur des poteaux dans quatre ans, si elle veut faire de la politique, peste Josée Bouchard. Elle contribue de façon magistrale à la dévalorisation de notre système d'éducation.»

«Un leurre pour la population»

La représentante des commissions scolaires estime que ces écoles autonomes sont loin d'avoir prouvé leur efficacité.

«C'est un leurre pour la population, lance Josée Bouchard. Si le gouvernement albertain trouvait que ces écoles-là sont une panacée, ne croyez-vous pas qu'il aurait complètement changé le système d'éducation ? Ça fait 16 ans que ces écoles existent, et il n'y en a que 13», fait-elle valoir. Mme Bouchard ajoute que ces écoles autonomes ne sont fréquentées que par une infime minorité des élèves.

Précisons toutefois qu'une loi limite actuellement à 15 le nombre de ces établissements. La première a ouvert en 1995 et la dernière, en 2008.

Une idée «effrayante»

Mme Bouchard juge «effrayante» l'idée que les écoles publiques puissent se passer des commissions scolaires. «On a un système scolaire démocratique, au Québec, qui fait en sorte qu'on se retrouve avec des services d'éducation équitables», plaide-t-elle, en soulignant l'apport des commissions scolaires dans le «développement régional.»

Elle déplore ce qu'elle qualifie de «croisade» pour «essayer d'écraser» cette structure bureaucratique, un mouvement qu'elle associe à la montée des idées «de droite.»

«Comme si on était des empêcheurs d'enseigner, lance-t-elle. On n'est pas juste une montagne de bureaucratie. Ce n'est pas ce que je vois sur le terrain.»

* Dans un communiqué, la FCSQ affirme que les écoles autonomes existent seulement à Calgary. C'est faux. Trois se trouvent à Edmonton, une à Medicine Hat et trois autres, en milieu rural.

* Le communiqué précise qu'une telle école ne peut exister sans «l'aval» d'une commission scolaire. C'est faux. En cas de refus, un groupe souhaitant créer une institution autonome peut se tourner vers le ministère de l'Éducation pour obtenir sa charte.

* La FCSQ laisse entendre que, si les directeurs des écoles autonomes albertaines ont plus de temps que leurs homologues québécois, c'est parce qu'ils font «moins de reddition de comptes.» C'est faux. Les états financiers de leurs écoles sont publics et ils doivent remettre annuellement l'équivalent d'un cahier de rapports et de statistiques au Ministère.

Copyright © 1995-2008 Canoë inc. Tous droits réservés

Mise à jour: 14/09/2010 06:06
Éducation



De la vraie compétition pour le privé

Sébastien Ménard
Journal de Montréal

CALGARY - En plus de représenter une concurrence pour les commissions scolaires, les écoles publiques autonomes volent aussi de la clientèle au réseau privé.

Sept ans après s'être installé en Alberta avec sa famille, le Québécois Luc Vigneault avait décidé d'inscrire son fils Jules dans une école privée francophone de Calgary, ce qui lui coûtait plusieurs milliers de dollars par année.

Mais l'homme originaire de Vaudreuil-Dorion laisse entendre qu'il a été déçu de «certains changements» implantés dans cet établissement réputé. Il s'est tourné vers la Calgary Arts Academy, une école publique autonome axée sur les arts.

Sa massothérapeute lui en avait parlé positivement, indique-t-il.

«Ça vient juste de commencer, mais j'aime beaucoup l'approche de l'école. C'est bien parti», a raconté le père de famille, alors que son garçon Luc faisait sa rentrée, au début du mois.

Luc Vigneault n'est pas le seul à avoir choisi de retirer son enfant d'une école privée pour l'inscrire dans le réseau public autonome. Des dizaines de parents le font chaque année, affirment les directeurs rencontrés par le *Journal*. Il s'agit là d'un phénomène pour le moins surprenant, lorsqu'on sait que les commissions scolaires, au Québec, perdent sans cesse des élèves au profit du réseau privé.

Commissions scolaires mécontentes

L'existence de ces écoles publiques autonomes est loin de faire l'affaire des commissions scolaires albertaines, qui doivent offrir de nouveaux programmes pour affronter cette nouvelle concurrence.

«À Calgary, on accueille 2 700 enfants qui devraient théoriquement fréquenter une de leurs écoles, dit Meredith Poole, de la Foundation for the Future Academy. Ça leur fait perdre du financement.»

Nos écoles publiques sont en déclin

2001 - 1 003 242 élèves

2009 - 879 773 élèves

Baisse de 12,3 % en 8 ans

Nos écoles privées sont en croissance

2003 - 115 200 élèves

2009 - 125 459 élèves

Hausse de 8,9 % en 6 ans

Les écoles publiques autonomes de l'Alberta connaissent une croissance extrême

Hausse de 153 % entre 2001 et 2009, selon l'Association des écoles à charte publiques de l'Alberta.

Environ 8 000 élèves sont actuellement inscrits dans ce réseau public autonome.

«J'ai un fils plus vieux qui est allé à l'école publique régulière. Il est passé au travers des mailles du système sans avoir appris à lire, parce qu'ils avaient pour politique de ne faire redoubler personne. Ici, aucun enfant ne peut tomber dans une craque.»

- Lisa Konkin Konkin, , mère de deux enfants inscrits à la Foundations for the Future Academy de Calgary, dont la petite Caroline.

«Dans cette école, les enfants développent leur personnalité, leur leadership et apprennent à être responsables de leurs actes, ce qui n'est pas assez fréquent dans les écoles publiques régulières.»

- Michelle Knight-Turcan, une ex-prof du public qui envoie ses enfants à la Foundations for the Future Academy de Calgary.

Copyright © 1995-2008 Canoë inc. Tous droits réservés

Mise à jour: 14/09/2010 06:06
Éducation



Enfin des écoles publiques populaires

Sébastien Ménard
Journal de Montréal

CALGARY - Pendant que les écoles publiques du Québec se vident, les institutions autonomes de l'Alberta sont tellement populaires, depuis qu'elles se sont «libérées» des commissions scolaires, qu'elles forcent des milliers de parents souhaitant y inscrire leurs enfants à les placer sur des listes d'attente dès leur naissance.

«Certains parents nous ont même déjà appelés pour placer leurs enfants sur la liste d'attente avant même qu'ils soient nés, confie Meredith Poole, de la Foundations for the Future Academy, une école à charte de Calgary. On a dû leur dire qu'il nous fallait le nom de l'enfant et sa date de naissance, avant de pouvoir l'inscrire.»

Mme Poole faisait partie du groupe de parents qui a forcé le gouvernement conservateur de Ralph Klein à mettre sur pied ce réseau d'écoles 100 % publiques, mais autonomes, au milieu des années 1990.

153 % d'augmentation en neuf ans

Aujourd'hui grand-mère, elle espère faire scolariser son petit-fils, Owen Matthew Poole, à l'école où elle travaille.

Le bambin, qui aura bientôt six mois, est sur la liste d'attente depuis sa naissance, dit-elle fièrement, en brandissant sa photo.

Il faut dire que ces établissements autonomes sont extrêmement populaires.

Entre 2001 et 2009, l'effectif de ces écoles à charte a augmenté de 153 %. Pendant ce temps, au Québec, la proportion d'élèves inscrits dans le réseau privé n'a cessé de croître, au détriment du réseau public.

Près de 3 000 enfants répartis dans sept pavillons sont actuellement inscrits à l'école où oeuvre Meredith Poole. Et, au début du mois de septembre, pas moins de 4 500 enfants figuraient sur une liste d'attente en espérant un jour pouvoir être admis dans cette institution publique.

Si le gouvernement albertain ne limitait pas le nombre de ces établissements et leur capacité d'accueil, ils pourraient croître à un rythme effréné au détriment des écoles publiques traditionnelles et des collèges privés, croient de nombreux observateurs.

Perte de confiance des parents

Comme le rapportait le *Journal* hier, ces écoles autonomes jugent avoir fait la preuve que le réseau public d'éducation pourrait se passer des commissions scolaires. Non seulement leur autonomie leur permet de mieux gérer les fonds publics, elle leur donne aussi une couleur unique qui charme beaucoup de parents, affirment tous les directeurs d'école que nous avons interrogés.

Le succès de ces écoles autonomes est attribuable à la perte de confiance des parents à l'égard des institutions publiques traditionnelles, croit Meredith Poole.

La réforme de l'éducation qui a été implantée en Alberta vers la fin des années 1990 a engendré des changements que plusieurs jugeaient malheureux.

«On était très préoccupés par toutes ces théories à la mode», lance-t-elle.

C'est ainsi qu'est née la Foundations for the Future Academy, une école à charte qui prône un retour à l'apprentissage dit «traditionnel ». Il existe aujourd'hui 13 établissements autonomes, qui ont tous une orientation particulière. «L'important, c'était que les parents aient un choix, indique Mme Poole. Je n'arrivais pas à accepter que certaines familles soient obligées de payer pour que leurs enfants bénéficient de services de tutorat après l'école, parce que l'école ne répondait pas à leurs besoins.»

Elle déplore que les problèmes d'apprentissage de certains enfants ne soient pas diagnostiqués rapidement, dans les commissions scolaires. En Alberta comme au Québec, le réseau public a du mal à recruter des orthophonistes, par exemple.

«C'était une question, comme contribuables, d'en avoir plus pour notre argent, mais aussi d'offrir un meilleur service aux enfants, dit Meredith Poole. Aujourd'hui, je peux dire que nous avons réussi.»

Une prof du public envoie ses enfants dans une école autonome

«Je considère que la pression sur les épaules des enseignants du réseau public traditionnel est trop grande, étant moi-même une de ces enseignantes. Trop de temps est consacré à faire de la gestion de classe plutôt qu'à enseigner. Ma décision d'envoyer deux de mes enfants dans une école publique autonome a été facile. La matière enseignée est la même, mais la façon de le faire est meilleure. Je sais que mes enfants n'y recevront pas seulement une excellente éducation, mais aussi tous les services dont ils ont besoin.»

- Barb Ehman, enseignante dans une commission scolaire de l'Alberta.

Mise à jour: 13/09/2010 07:24

Éducation

Accessibles à tous les élèves

Sébastien Ménard
Journal de Montréal



Q Depuis quand ces écoles existent-elles ?

R Elles ont le droit d'exister depuis 1994. La dernière de ces 13 institutions a ouvert ses portes en 2008.

Q Y en a-t-il d'autres au Canada ?

R Non.

Q Ces écoles facturent-elles des frais de scolarité aux parents ?

R Non. Ce sont des écoles entièrement publiques, mais autonomes. Seul le transport scolaire n'est pas subventionné au même niveau que dans les commissions scolaires.

Q Comment une école peut-elle devenir auto-autonome ?

R L'école doit se doter d'une «charte» qui la rend unique. Il existe par exemple une école destinée aux élèves intéressés par les sciences, une autre pour ceux qui aiment les arts, une école réservée aux filles, une aux autochtones, une autre pour les élèves doués, etc. Mais il existe aussi des écoles beaucoup plus «générales», comme la Foundation for the Future Academy, qui s'est donné pour mission de revenir à un enseignement traditionnel de la matière (par opposition à la réforme). Les élèves doivent y porter un uniforme, comme dans plusieurs écoles publiques et privées du Québec.

Q Ces écoles sélectionnent-elles leurs élèves ?

R Non. L'inscription basée sur le principe du «premier arrivé, premier servi» et la plupart de ces écoles accueillent des élèves en difficulté. Il existe d'ailleurs une école autonome dédiée aux jeunes à risque, à Edmonton. Les établissements plus spécialisés s'assurent cependant que les élèves ont un intérêt réel pour leur programme.

Q Combien d'élèves sont inscrits dans ces écoles ?

R Près de 8000, surtout à Calgary.

Q Doivent-elles respecter le programme du ministère de l'Éducation ?

R Oui et leurs enseignants doivent être légalement qualifiés.

Mise à jour: 13/09/2010 07:23

Éducation

Nos directeurs en rêvent

Sébastien Ménard

Le Journal de Montréal



Les écoles publiques autonomes de l'Alberta font rêver les directeurs d'école du Québec, qui y voient eux aussi l'occasion de remettre en question la pertinence des commissions scolaires.

«C'est l'école de rêve, car elle est exclusivement au service de l'élève. Ici, au Québec, l'école publique sert les élèves, mais elle est au service des commissions scolaires», déplore la présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement, Chantal Longpré.

Mme Longpré estime que le modèle des écoles autonomes albertaines «fait la démonstration que l'école publique peut exister sans commission scolaire.»

«On a maintenant un exemple tangible, à côté de chez nous, d'une école qui peut réussir mieux si on lui donne les pouvoirs d'embaucher son personnel et d'investir dans toutes sortes d'activités», ajoute-t-elle.



Judy Gray, directrice d'un pavillon de l'école à charte Foundations for the Future Academy. © Sébastien Ménard/Agence QMI

L'école «tournée vers l'élève»

Chantal Longpré souligne que la subvention versée par l'Alberta pour chaque élève inscrit dans une école à charte est un peu moindre que ce qu'il en coûte aux contribuables québécois pour chaque enfant inscrit dans le réseau des commissions scolaires. «Les élèves sont un peu moins financés que ceux du Québec et, pourtant, le taux de réussite y est plus élevé que dans les autres écoles publiques», relève-t-elle.

À son avis, cela est dû au fait que «l'école est tournée vers l'élève.»

Cette école-là prend ses propres décisions et les enseignants sont choisis par la direction en fonction de leur adhésion au projet éducatif de l'école, dit-elle. [...] Ça va au-delà de ce que notre Fédération a toujours [réclamé].»

Possible au Québec

Mme Longpré reconnaît qu'un tel système provoquerait une onde de choc s'il fallait qu'il soit implanté au Québec.

«C'est sûr que les commissions scolaires auraient peur de disparaître, mais actuellement, elles devraient être en support aux écoles, alors que c'est l'inverse qu'on vit», dit-elle.

À son avis, des écoles autonomes pourraient très bien exister chez nous. "Pourquoi ce ne serait pas possible au Québec? demande Chantal Longpré. Je ne dis pas qu'on est rendu à [vouloir se passer des commissions scolaires], mais socialement, il faut qu'on réfléchisse à ce qu'on veut offrir de mieux à nos élèves." "Tant et aussi longtemps qu'on ne fera pas cet exercice-là et que chacun restera campé sur ses positions, les élèves du Québec ne réussiront pas plus ", estime-t-elle.

Une directrice d'expérience convaincue

«Ma première expérience comme directrice d'école était dans une grosse commission scolaire. J'avais demandé aux parents s'ils trouvaient que nous avions une bonne bibliothèque, de bonnes ressources, de bons programmes en fonction des subventions que nous étions censés recevoir. Et leur réponse avait été négative. Nous avons essayé d'être innovateurs, mais notre initiative avait été mal reçue dans la grosse bureaucratie.»

- Judy Gray, directrice d'un pavillon de l'école à charte Foundations for the Future Academy. Auparavant, elle avait été prof, directrice et fonctionnaire dans une commission scolaire.

«Bien sûr qu'on pourrait imaginer un système d'éducation qui compterait seulement des écoles autonomes... Toutefois, je suis aussi un partisan du système actuel des commissions scolaires, car elles sont des administrations locales.

- Jonathan Denis, ministre dans le gouvernement conservateur albertain

Copyright © 1995-2008 Canoë inc. Tous droits réservés

Mise à jour: 11/09/2010 05:12
Éducation

Il faut agrandir 132 écoles

Sébastien Ménard / Journal de Montréal



MONTRÉAL - La baisse du nombre d'élèves par classe et la croissance démographique donnent de sérieux maux de tête à certaines commissions scolaires

Accueillie positivement par les professeurs et les parents, la baisse du nombre d'élèves dans les classes du Québec se transforme en cassetête. Confrontées à ces nouveaux ratios, et parfois à une hausse de leur clientèle, des commissions scolaires réclament des dizaines de millions de dollars pour agrandir pas moins de 132 écoles cette année.

Dans certains cas, les commissions scolaires concernées ont pris soin de préciser au ministère de l'Éducation que leurs demandes sont «urgentes».

«Ces demandes vont être analysées au cours des prochains mois», soutient la porte-parole du ministère, Ahissia Ahua.

Les 132 agrandissements réclamés de-puis le début de l'année scolaire sont attribuables à deux facteurs, dit Mme Ahua.

Alors que plusieurs commissions scolaires ont déjà dû fermer des bâtiments en raison d'une chute de leur clientèle, d'autres assistent présentement à une surprenante croissance de leurs effectifs, souligne la porte-parole. Cela s'observe surtout dans l'ouest de Montréal, dans les Laurentides et en Outaouais.

La baisse du nombre d'élèves par classe décrétée par Québec, et qui s'amorce cette année au primaire, donne aussi de sérieux maux de tête à certaines commissions scolaires, qui doivent trouver des locaux supplémentaires pour respecter ces nouveaux ratios, reconnaît Ahissia Ahua.

Des demandes «urgentes»

La Commission scolaire Marguerite- Bourgeoys (CSMB), dans l'ouest de Montréal, vient d'envoyer au ministère de l'Éducation des «demandes de financement urgentes» pour ajouter un total de 30 classes dans quatre établissements.

La CSMB réclame aussi la construction de trois nouvelles écoles regroupant 63 classes, dans Saint-Laurent, Pierrefonds et à l'Île-des-Soeurs.

Si Québec donne son accord à tous ces projets, il pourrait en coûter la bagatelle de 55 M\$ aux contribuables pour cette seule commission scolaire.

La baisse du nombre d'élèves par classe représente «définitivement» un casse-tête additionnel, reconnaît la porte-parole de la CSMB, Brigitte Gauvreau.

Les élèves inscrits dans les écoles de cet organisme étaient déjà à l'étroit avant que le gouvernement Charest n'aille de l'avant avec cette promesse, fait-elle valoir.



Des commissions scolaires réclament des dizaines de millions de dollars pour agrandir pas moins de 132 écoles cette année. © Courtoisie Ministère de l'Éducation

«Même s'il y avait eu seulement les baisses de ratios, cette année, on n'y arriverait pas», confie Mme Gauvreau.

Beaucoup de travail

C'est qu'en plus de devoir respecter les nouvelles règles encadrant la taille des groupes d'élèves, la CSMB est confrontée à une forte croissance de clientèle dans certains secteurs.

D'ici quatre ans, on prévoit, par exemple, que le nombre d'élèves augmentera de 51 % dans Saint-Laurent et de 35 % à l'Îles-Soeurs. «Il y a deux éléments qui se conjuguent, dit Brigitte Gauvreau. [...] Il y a de plus en plus de communautés culturelles qui s'installent là [...] et ce sont des secteurs où il y a de la construction immobilière importante», explique-t-elle.

Cette conjoncture risque de garder occupés de nombreux entrepreneurs en construction, convient Mme Gauvreau.

«Il y aura beaucoup de travail à la Commission scolaire, assurément», lance-t-elle.

Des classes plus petites, mais plus nombreuses

En réduisant le nombre d'élèves par enseignant, le gouvernement Charest force certaines commissions scolaires à ouvrir de nouvelles classes. Voici les nouveaux ratios que les écoles doivent respecter, à partir de maintenant. Les changements sont graduels et cumulatifs, d'une année à l'autre.

Copyright © 1995-2008 Canoë inc. Tous droits réservés

Mise à jour: 13/09/2010 07:25
Éducation

Le directeur a le temps d'enseigner

Sébastien Ménard
Journal de Montréal



CALGARY - Pendant que les directeurs d'école du Québec affirment crouler sous le poids de la paperasse, John Picard trouve du temps pour enseigner à un groupe d'élèves et évaluer personnellement chacun de ses profs plusieurs fois par année.

«J'ai plus de temps pour faire mon travail que j'en aurais eu en demeurant au Québec», confie cet ancien directeur d'école de la Mauricie, qui dirige maintenant un pavillon de la Foundations for the Future Charter Academy (FFCA), une institution autonome de Calgary.

Paperasse et réunions

Une enquête menée par la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement avait révélé l'an dernier que les directeurs d'école du Québec s'occupent d'autre chose que d'éducation, en plus de remplir annuellement 3,7 millions de pages de formulaires.

John Picard a commencé à ressentir le poids de cette bureaucratie quand les écoles franco-protestantes qu'il dirigeait, à Shawinigan et au Cap-de-la Madeleine, ont été intégrées à nouvelle Commission scolaire du Chemin-du-Roy, à la fin des années 1990. Redoutant l'arrivée de la désormais célèbre réforme de l'éducation et sentant le contrôle de ses écoles lui échapper, ce Manitobain d'origine s'est mis à la recherche d'un emploi dans l'ouest, où vivent certains de ses proches. Il s'est installé à Calgary avec sa famille en 2001 et dirige depuis un pavillon de la FFCA.

Même si son travail en Alberta comporte plus de responsabilités qu'au Québec, John Picard trouve du temps pour enseigner le «plein air» à un groupe d'élèves.

Il insiste aussi pour évaluer chacun de ses profs trois à quatre fois par année, en assistant à certains de leurs cours.

«J'ai le temps de faire du suivi», se réjouit ce diplômé de l'Université Bishop, en Estrie, qui se fait appeler «*principal educator*» (éducateur principal) et non seulement «*principal*» (directeur) dans l'école qu'il dirige.



John Picard, un fan du Canadien de Montréal, conserve dans son bureau cette gravure, un souvenir du temps où il dirigeait des écoles en Mauricie. © Sébastien Ménard/Agence QMI

Écoles publiques autonomes de l'Alberta

* 100 % de la subvention par élève est envoyée directement à l'école.

* Certaines écoles embauchent plus de personnel administratif que d'autres, en fonction de leurs besoins et de leur taille.

* Si ce modèle était appliqué à toutes les écoles publiques, cela reviendrait à transférer dans les établissements plusieurs employés qui travaillent dans les commissions scolaires, explique John Picard.

* Les écoles autonomes disent économiser d'importantes sommes d'argent, grâce à ce système. Cela permet par exemple à tous les enfants d'un pavillon d'une école primaire de bénéficier de tableaux interactifs et aux enseignants de John Picard de recevoir 500 \$ de budget discrétionnaire chaque année. "Au Québec, je n'ai jamais pu donner plus de 100 \$", dit-il.

Écoles publiques des commissions scolaires du Québec

6,4 G\$ - somme versée par le gouvernement du Québec aux commissions scolaires en 2008-2009.

575 M\$ - somme dépensée par les commissions scolaires pour des "activités administratives ", en 2008-2009.

Ces coûts d'administration se détaillent ainsi :

376 M\$ en salaires

24 M\$ en frais de déplacement

27 M\$ en fournitures et matériel

114 M\$ en services, honoraires et contrats

32 M\$ pour d'autres charges

(Sources : Conseil du trésor et ministère de l'éducation)

Copyright © 1995-2008 Canoë inc. Tous droits réservés

Article rank | 14 Sep 2010 | Ottawa Citizen | BY TRACY SHERLOCK | POSTMEDIA NEWS

Children not hyperactive, just young, study suggests

U.S. report says 1 in 5 ADHA cases possibly are misdiagnosed

One in five children identified as having attention deficit hyperactivity disorder (ADHD) may be misdiagnosed simply because they are the youngest in their kindergarten class, a recent study suggests.

Younger children are also more likely to be prescribed stimulants such as Ritalin, said Todd Elder, a researcher at Michigan State University.

"If a child is behaving poorly, if he's inattentive, if he can't sit still, it may simply be because he's five and the other kids are six," Elder, an assistant professor, said in a news release.

"There's a big difference between a five-year-old and a six-year-old, and teachers and medical practitioners need to take that into account when evaluating whether children have ADHD."

Vancouver's Karen Elkins was surprised when her son's Grade 1 teacher told her she suspected he had attention deficit disorder, which is similar to ADHD.

"He didn't display any of those behaviours at home," Elkins said.

Although a psychologist said Elkins' son was gifted, she decided to try Ritalin to see if it helped.

"I saw that he was a zombie and it took his joy away," Elkins said, adding that she believes many kids with vision or hearing problems are misdiagnosed with ADD and ADHD.

In British Columbia, for example, Dec. 31 is the cut-off date for entrance into kindergarten, so kids born earlier in the year are older than five when they enter school, while kids born in the fall are still just four years old on their first day of school.

The province introduced full-day kindergarten this month for half of its five-year-olds with full implementation set for 2011. Patti Bacchus, Vancouver school board chairwoman, said it's crucial that classrooms accommodate a wide range of maturity.

"That's the one concern with all-day kindergarten — it has to be play-based and it can't be about rushing kids into academic work and putting pressure and expectations on them," Bacchus said.

"Kindergarten should be that very gentle introduction to school. It should be a very supportive and flexible environment. Kids are developing so quickly at that stage."

Using a sample of nearly 12,000 children, Elder examined the difference in ADHD diagnosis and medication rates between the youngest and oldest children in a grade. According to the study's findings, the youngest kindergarten students were 60 per cent more likely to be diagnosed with ADHD than the oldest children in the same grade. Similarly, when that group of classmates reached the fifth and eighth grades, the youngest were more than twice as likely to be prescribed stimulants.

The B.C. Ministry of Education lists various symptoms, which, if sustained over at least six months in different settings, could be signs of ADHD. They include failure to: pay close attention to details; sustain attention in tasks or play; listen when spoken to; follow through on instructions; finish chores; and engage in tasks that require sustained mental effort. ADHD children are also forgetful and easily distracted.

The Elder study will appear in a coming issue of the *Journal of Health Economics*.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.